



iesd

Institut d'études
de stratégie et
de défense

Faculté de droit
Université Jean Moulin - Lyon III

MAI 2022

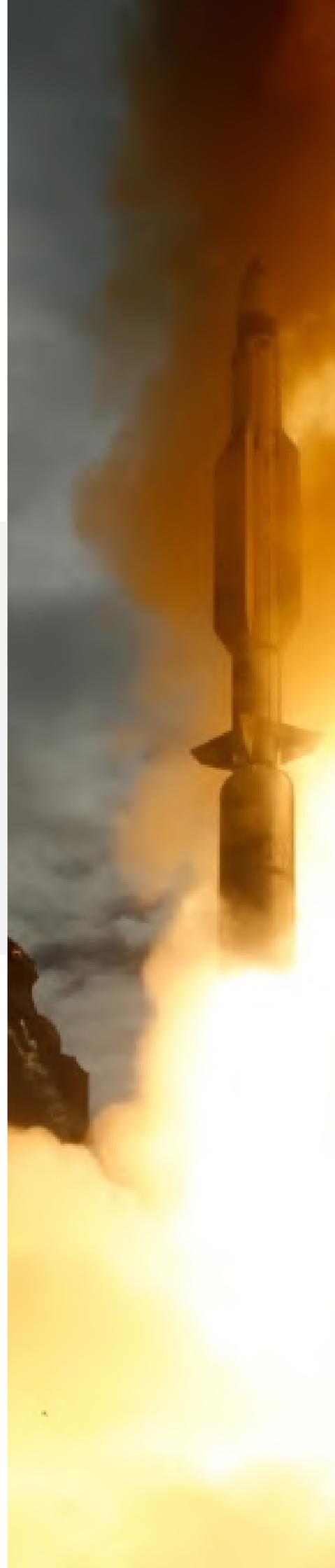
La scène antimissile eurasiatique

De l'Ukraine au Japon, une mise
en perspective exploratoire des
connexions géostratégiques
entre les fronts européen,
arctique et Est-asiatique

Olivier Zajec

NOTE DE RECHERCHE

Analyse technico-capacitaire



Photographie : A Standard Missile-3 is launched from the Japanese Aegis Destroyer JS Kongo (DDG 173) enroute to an intercept of a target missile launched from the Pacific Missile Range Facility. The successful intercept occurred during Japan's first Aegis missile test.

© U.S. Navy, 2007, Wikimedia Commons

A propos de l'IESD

L'**Institut d'études de stratégie et de défense (IESD)** est une structure de recherche universitaire créée en 2018 et spécialisée dans le champ des études stratégiques. Soutenu par l'Université de Lyon (UdL), l'IESD appartient à la **faculté de droit de l'université Jean Moulin – Lyon III**. L'institut accueille une équipe multidisciplinaire de chercheurs lyonnais et extérieurs (droit, science politique, gestion, économie, sociologie, histoire), et fédère autour d'elle un réseau d'experts, de chercheurs, de doctorants et d'étudiants spécialisés dans l'étude des interactions conflictuelles contemporaines.

L'IESD a reçu le **label « Centres national d'excellence défense » de la DGRIS** (Ministère des armées), dans le cadre d'un de ses programmes de recherche, intitulé « *L'interconnexion des capacités stratégiques hautes (puissance aérienne, espace, nucléaire, défense anti-missiles) : conséquences politiques et opérationnelles des couplages capacitaires de haute intensité dans les espaces homogènes et les Contested Commons* ».

Directeur de l'IESD : **Olivier Zajec**, Professeur des universités en science politique, Faculté de droit, Université Jean Moulin-Lyon III (Université de Lyon)

Site web : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

Contact : iesd.contact@gmail.com

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Olivier Zajec, « La scène antimissile eurasiatique. De l'Ukraine au Japon, une mise en perspective exploratoire des connexions géostratégiques entre les fronts européen, arctique et est-asiatique », *Note de recherche de l'IESD*, coll. « Analyse technico-capacitaire », n°6, mai 2022.

Résumé

La défense antimissile appartient à un domaine qui pourrait être désigné comme celui des capacités stratégiques hautes (nucléaire, espace extra-atmosphérique, défense antimissiles, puissance aérienne future, fonds marins). En évolution constante, les interconnexions de ces champs modifient les équations de maîtrise des espaces encore qualifiés de « communs » par habitude, mais qui deviennent en réalité, de plus en plus contestés. En tenant compte des effets géostratégiques de long terme de l'invasion de l'Ukraine, la présente note a pour objet de synthétiser certains des enjeux concernant les réseaux antimissiles régionaux autour desquels s'articule une partie du face-à-face de moins en moins indirect entre Chine, États-Unis et Russie.

Abstract

Missile defense belongs to a field that could be designated as that of "High strategic capabilities" (nuclear, outer space, missile defense, future air power, sea bed). In constant evolution, the interconnections of these fields tend to modify the control of spaces still called "commons" by habit, but which become factually more and more contested. Taking into account the long-term geostrategic effects of the invasion of Ukraine, the purpose of this note is to summarize some of the issues concerning regional anti-missile networks around which the increasingly face-off between China, the United States and Russia is structured.

A propos de l'auteur

Olivier Zajec est Professeur des universités en science politique à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin - Lyon III et chercheur à l'Institut de Stratégie Comparée (ISC, Paris). Agrégé et docteur en Histoire des relations internationales (Paris-IV Sorbonne), diplômé de l'École Spéciale Militaire de Saint Cyr et de Sciences-Po Paris, il est le directeur de l'Institut d'Études de Stratégie et de Défense, l'IESD. Ses recherches portent en particulier sur l'ontologie de la théorie réaliste des relations internationales aux XXe et XXIe siècles, les politiques de défense et de sécurité dans les relations internationales, la théorie stratégique et les méthodes d'approche socio-spatiales en science politique.

olivier.zajec@univ-lyon3.fr

Les opinions exprimées dans les publications de l'IESD n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| La scène antimissile eurasiatique. De l'Ukraine au Japon, une mise en perspective exploratoire des connexions géostratégiques entre les fronts européen, arctique et Est-asiatique..... | 5 |
| Le front est-asiatique : derrière le perturbateur nord-coréen, l'ascension capacitaire chinoise..... | 7 |
| La situation européenne. « Menace » iranienne et « risque » russe : vers la fin d'une dichotomie artificielle ?..... | 12 |
| Le front antimissiles arctique : un futur connecteur entre systèmes européen et est-asiatique ?..... | 18 |
| Une connectique antimissiles eurasiatique désormais en mutation profonde..... | 22 |
| Conclusion | 24 |
| Bibliographie..... | 27 |

La scène antimissile eurasiatique. De l'Ukraine au Japon, une mise en perspective exploratoire des connexions géostratégiques entre les fronts européen, arctique et est-asiatique

Confrontée à l'invasion militaire de son territoire entamée depuis le 24 février 2022 par Moscou, l'Ukraine s'est tournée vers des fournisseurs d'armement de pointe. Rapidement, Kiev a sollicité le gouvernement israélien afin qu'il lui fournisse des systèmes mobiles de défense aérienne *Iron Dome* afin de faire face à la supériorité aérienne russe initiale. Requête refusée par Tel-Aviv. Certes, l'État hébreu s'est bien associé aux condamnations internationales de la manœuvre militaire russe. Mais, dans le même temps, les Israéliens ont adopté un ton bien différent de celui des pays occidentaux les plus en pointe sur la question des sanctions. Il se trouve par ailleurs que le système *Iron Dome*, développé en commun par les Américains et les Israéliens, n'est pas transférable à une tierce partie sans accord conjoint des deux pays. Et dans le cas ukrainien, ni Washington ni Tel-Aviv ne semblent prêts – pour le moment — à accéder aux demandes de Kiev, de manière à éviter d'entrer dans une phase d'opposition directe de haute intensité avec Moscou. Pourquoi cette prudence, alors que l'agression russe est non contestable ? Parce qu'*Iron Dome* ne représenterait pas une « simple » fourniture d'armement anti-aérien : le système a en effet des capacités antimissiles reconnues. L'armée ukrainienne dispose certes de ses propres systèmes antimissiles, déjà utilisés contre les forces russes.

Mais recevoir des systèmes similaires de la part d'acteurs tiers revêtirait une tout autre signification, alors même que Moscou se focalisait déjà négativement, bien avant la guerre, sur le système déjà ancien qu'est le MK 41, produit dans les années 1980¹. Le niveau des fournitures d'armement des pays de l'OTAN à Kiev n'a cessé de se renforcer depuis février 2022. Mais la défense antimissile, elle, reste à part. Car dans une guerre qui comporte un surplomb nucléaire virtuel, tout ce qui touche à cette capacité pèse directement sur les perceptions dissuasives des grandes puissances impliquées directement et indirectement sur le territoire ukrainien.

L'Ukraine n'est pas le seul point chaud de la géopolitique mondiale où la Défense antimissiles (DAM) représente une variable structurante. La guerre actuelle entre Moscou et Kiev n'est que l'une des illustrations de l'importance politico-stratégique que revêtent les boucliers antimissiles, qu'ils constituent des « bulles » de protection sur un théâtre particulier, ou qu'ils fassent partie de déploiements articulés à l'échelle de continents entiers. Au-delà même du seul cas américain et de son excroissance otanienne, la place de la thématique antimissiles dans les relations internationales actuelles concerne un nombre croissant d'acteurs, comme le montre par exemple la montée en gamme et la multiplication des systèmes acquis récemment par l'Inde, Israël, la Corée du Sud, le Japon ou encore l'Arabie saoudite. La DAM appartient en effet à un domaine qui pourrait être désigné comme celui des capacités stratégiques hautes (nucléaire, espace extra-atmosphérique, défense antimissiles et puissance aérienne future)². En évolution constante, les interconnexions de ces champs modifient les équations de maîtrise des espaces encore qualifiés

¹ Jack Detsch, « Putin's Fixation With an Old-School U.S. Missile Launcher », *Foreign Policy* [en ligne], 12 janvier 2022. <https://foreignpolicy.com/2022/01/12/putin-russia-us-missile-defense-nato-ukraine/>

² Ces connexions sont anciennes. Nous nous permettons de renvoyer sur ce point à O. Zajec, « Dissuasion, Espace, Défense antimissiles : enjeux politiques », *Les Cahiers de la Revue de Défense Nationale*, novembre 2010. Le fait que l'on puisse à bon droit qualifier ces champs opérationnels de « capacités

stratégiques hautes » en raison des caractéristiques d'ubiquité, d'allonge, de fulgurance, de réactivité et de profondeur (atmosphérique, extra-atmosphérique ou sous-marine) qu'elles partagent ne signifie nullement que, dans le portefeuille des moyens prioritaires des États au XXI^e siècle, d'autres champs ou capacités ne soient pas *hautement stratégiques*. Pour un exemple argumenté, voir Elie Tenenbaum, « Le rôle stratégique des forces terrestres », *Études de l'Ifri, Focus stratégique*, n° 78, février 2018.

de « communs » par habitude, mais qui deviennent en réalité, de plus en plus contestés³.

Le *timing* de la guerre en Ukraine ne fait que souligner l'importance des révisions stratégiques en cours concernant ce domaine. De l'autre côté de l'Atlantique, elles battent leur plein. L'administration Biden conduit depuis juin 2021 une revue des capacités et des doctrines antimissiles américaines. Retardée, elle doit aboutir en ce printemps 2022. Elle paraîtra sans doute en même temps que la nouvelle *Nuclear Posture Review* américaine (NPR) 2022, elle aussi très attendue. Les documents, dont la préparation suscite déjà un débat passionné aux États-Unis, seront scrutés avec attention par le monde entier.

Pour des raisons historiques, les États-Unis constituent en effet l'épicentre de la réflexion stratégique comme des innovations en matière de DAM. Le budget 2022 du Pentagone prévoit actuellement un peu plus de 20 milliards pour financer des systèmes de défense antimissile et anti-aérienne, ainsi que des systèmes de « *Missile defeat* », c'est-à-dire de destruction ou de neutralisation des missiles adverses avant leur lancement. Depuis 1985, le montant des crédits d'investissement du Congrès américain en faveur des programmes de défense antimissiles a atteint un niveau cumulé de 200 milliards de dollars. Ces estimations de la *Missile Defense Agency* (MDA) peuvent paraître modestes au regard du gigantisme du budget de défense américain sur une aussi longue période, d'autant que les dotations des projets antimissiles ont connu une légère baisse entre 2017 et 2020. Mais ce montant n'en illustre

pas moins la relative centralité qu'occupe aux États-Unis cette capacité technologique à très forte charge politique⁴.

Lors de la précédente révision des capacités de défense antimissile des États-Unis, publiée par le Pentagone le 17 janvier 2019, l'armée de terre américaine, l'état-major interarmées et la *Missile Defense Agency* avaient annoncé étudier le nombre de systèmes nécessaires pour « réarmer » à un niveau suffisant le dispositif antimissiles mondial déployé par les États-Unis. Le but affiché était de répondre aux besoins nationaux américains mais aussi à la protection des alliés de Washington⁵. Du point de vue géopolitique, quelles sont les conséquences de cet effort de rééquipement, qui a par ailleurs de bonnes chances d'être accéléré suite à la guerre d'Ukraine ? Jusqu'ici, la MDA américaine affirmait que son objectif depuis une vingtaine d'années avait toujours été de « (...) protéger le territoire national contre des frappes limitées de missiles à longue portée venant de pays comme l'Iran ou la Corée du Nord », et non de traiter « (...) des puissances nucléaires majeures comme la Chine et la Russie », parce qu'une telle mission aurait impliqué « (...) des défis techniques, financiers et géopolitiques significatifs »⁶. Une distinction essentiellement rhétorique : à l'évidence, les progrès antimissiles des États-Unis ont toujours eu — et continuent d'avoir — des conséquences directes en ce qui concerne les relations stratégiques tendues entre Moscou, Pékin et Washington. Le déclenchement de l'invasion militaire du 24 février 2022 en Ukraine ne fait que renforcer ce constat. Avec quelles conséquences ?

³ L'expression a été mise en avant sous l'administration Obama, en accompagnement de la stratégie du « pivot » : voir Michèle Flournoy et Shawn Brimley, « The Contested Commons », U.S. Naval Institute Proceedings, vol. 135, n° 7, July 2009. Pour une application plus récente, toujours consacrée au théâtre Pacifique, voir Matteo Dian, « The Pivot to Asia, Air-Sea Battle and contested commons in the Asia Pacific region », *The Pacific Review*, vol. 28, n° 2, 2015, p. 237-257. Également, plus ancien, sous un angle idéologisé et relativement autocentré : Abraham M. Denmark et al., *Contested Commons: The Future of American Power in*

a Multipolar World, Center for a New American Security (CNAS), January 2010.

⁴ Roberts Brad, *On the strategic value of Ballistic Missile Defense*, Proliferation Papers 50, Institut français des relations internationales, Security Center, June 2014.

⁵ Office of Secretary of Defense, *Missile Defense Review 2019*, January 17, 2019.

<https://media.defense.gov/2019/Jan/17/2002080666/-1/-1/1/2019-MISSILE-DEFENSE-REVIEW.PDF>

⁶ Current U.S. Missile Defense Programs at a Glance [online], Arms Control Association, août 2019. <https://www.armscontrol.org/factsheets/usmissiledefense>

Dans les documents américains récents (*National Security Strategy* de 2017, *National Defense Strategy* et *Nuclear Posture Review* de 2018, *Missile Defense Review* de 2019), on note en effet que les « rogue states » n'étaient jamais cités sans que les « revisionist powers » ne le soient aussi⁷. Dans la MDR 2019, il était ainsi précisé que « (...) si la Russie et la Chine posent des défis distincts [de ceux de l'Iran et de la Corée du Nord], les deux n'en améliorent pas moins leurs systèmes existants de missiles offensifs, en développant des missiles de croisière modernes mer-sol et air-sol, et des capacités hypersoniques⁸ »⁹.

En tenant compte des effets géostratégiques de long terme de l'invasion de l'Ukraine, la présente note a pour objet de synthétiser certains des enjeux concernant les réseaux antimissiles régionaux autour desquels s'articule une partie du face-à-face de moins en moins indirect entre Chine, États-Unis et Russie. Pour ce faire, trois « scènes » antimissiles différentes seront évoquées, chacune présentant ses propres équilibres sous-systémiques : tout d'abord le front est-asiatique, ensuite le front européen, et enfin le front arctique. En étudiant leurs évolutions structurelles respectives, le but de cette note est d'évaluer les tendances actuelles de ces trois ensembles, jusqu'alors autonomes, à fusionner géostratégiquement dans le cadre d'un front antimissile eurasiatique continu. L'hypothèse est que cette

convergence se nouerait non seulement sur le plan opérationnel, mais également sur celui, plus complexe, de la désignation croisée des menaces prioritaires par les différents États impliqués dans ce dossier.

Le front est-asiatique : derrière le perturbateur nord-coréen, l'ascension capacitaire chinoise

En Asie orientale, le groupe structurant la scène systémique antimissile est aujourd'hui constitué de cinq « joueurs » principaux :

- deux puissances mondiales détenant une capacité nucléaire militaire, dont l'une directement présente sur le théâtre (Chine) et l'autre agissant *offshore*, par le biais de déploiements chez des alliés locaux (États-Unis), en s'appuyant sur des relais insulaires propres (Guam) ;
- deux puissances régionales alliées aux États-Unis (le Japon et la Corée du Sud) ;
- un acteur indépendant non coopératif, sorti souverainement du Traité de non-prolifération (TNP) en 2003, soumis à des sanctions internationales fortes, et détenant tout à la fois des capacités nucléaires limitées et des capacités balistiques étendues (la Corée du Nord).

⁷ *Missile Defense Review 2019*, op. cit., p. III.

⁸ *Ibid.*, p. II. Comme l'a relevé la FAS (Federation of American Scientists), la NSS 2017 prenait néanmoins le soin de préciser (p. 8) que « La défense antimissile renforcée ne [visait] pas à saper la stabilité stratégique ni à perturber les relations stratégiques établies de longue date avec la Russie ou la Chine ». La rhétorique de la MDR 2019 est sensiblement plus offensive en la matière. Voir Matt Korda et Hans M. Kristensen, « Mixed Messages On Trump's Missile Defense Review », Federation of American Scientists, Jan. 17, 2019. <https://fas.org/blogs/security/2019/01/mixed-messages-on-trumps-missile-defense-review/>. Plus généralement, la MDR 2019 de l'administration Trump s'avérait donc assez similaire à celle de l'administration Obama publiée en 2010, pour ce qui est du moins des capacités antimissiles sur le sol américain. La nouveauté relative était qu'elle présentait la Chine et la Russie sous

des dehors nettement plus négatifs. Par ailleurs, le document assumait aussi une posture plus agressive concernant les déploiements potentiels chez les alliés régionaux (entre autres, le développement du SM-3 Block IIA destiné à contrer des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), des intercepteurs modifiés prévus pour l'avion de combat connecté F-35, ou des drones dotés de lasers destinés à des interceptions en phase de lancement).

⁹ De la MDR 2010 à la MDR 2019, l'une des grandes différences dans le domaine de la posture antimissiles américaine sur le sol national concerne la possibilité éventuelle d'ajouter aux deux bases principales du système GBMD (Ground-Based Midcourse Defense), situées en Californie et en Alaska, l'actuel site de test de l'*Aegis Ashore Missile Defense Test Center* de Kauai, à Hawaï.

Ces cinq acteurs forment un système régional structuré par des oppositions bilatérales et multilatérales sous-systémiques directes et indirectes.

L'opposition sous-systémique directe la plus structurante est sans doute constituée par le front antimissile que le Japon et la Corée du Sud opposent à la Corée du Nord, en coordination opérationnelle et capacitaire avec les États-Unis. Les postures de Séoul et de Tokyo présentent néanmoins des différences appréciables.

Sur le plan opérationnel, la défense antimissile sud-coréenne repose en partie sur des capacités américaines. En 2014, lors du 46^e « Sommet de sécurité consultatif » tenu entre les deux pays, Séoul et Washington se sont entendus sur la mise au point d'un concept opérationnel antimissile modernisé, dit « 4D ». Le pilier de cette posture est le déploiement de systèmes THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*) dont la particularité est l'interception des missiles balistiques adverses en fin de trajectoire (d'où le qualificatif « Terminal »). Complétant les missiles intercepteurs SM-2 et les radars SPY-1D déjà embarqués sur les destroyers Aegis coréens,¹⁰ ce déploiement a commencé au printemps 2017 en Corée du Sud. Caractérisée par une portée moins étendue, la version modernisée des systèmes américains *Patriot* d'interception en couche basse (PAC-3MSE) est quant à elle opérationnelle depuis fin 2016. Un effort important d'intégration des centres de commandement et de

contrôle entre ces deux systèmes a été entrepris, avec l'aide américaine¹¹.

En sus de ces acquisitions, la Corée du Sud a également mis en place ses propres capacités d'interception. Le développement le plus récent de cet arsenal « autonome » est représenté par le système sol-air à portée intermédiaire KM-SAM *Cheongung*, équipé d'un radar à antenne à balayage électronique passive (basé sur une collaboration industrielle initiale avec le russe Almaz-Antei, concepteur des systèmes de défense sol-air à longue portée S-300 et S-400) et d'un missile développé localement¹². L'avenir de ces relations industrielles militaires de la Corée du Sud avec la Russie est l'un des questionnements intéressants posés par la situation nouvelle née de l'invasion de l'Ukraine.

Au Japon, qui constitue le deuxième rôle de ce front, la relance technologique de la défense antimissiles (DAM) date de 2004, et a nécessité une adaptation de la loi japonaise en 2005¹³. Elle repose sur des radars mobiles TPY-2, des systèmes SM-3 Block IA américains embarqués sur destroyers Aegis pour les interceptions hautes, et sur sept batteries du système PAC-3 dotés d'intercepteurs ERINT 791 pour la couche basse. Le Japon dispose par ailleurs d'un réseau de radars d'alerte développés localement (FPS-3 Upgraded, FPS-5 et FPS-7 en développement). L'ensemble de ces moyens est coordonné dans le cadre interarmées du *Japan Aerospace Defense Ground Environment*

¹⁰ *Le Thaad*, système terrestre mobile, est conçu par Lockheed Martin. Chaque unité compte six lanceurs mobiles, 49 intercepteurs, une unité de contrôle de tir et de communication, et un radar AN/TPY-2.

¹¹ Voir United States Government Accountability Office (GAO), *Missile Defense. Delivery Delays Provide Opportunity for Increased Testing to Better Understand Capability*, Report to Congressional Committees, June 2019, p. 74.

¹² Sebastian Roblin, « Meet South Korea's Very Own Killer S-300 Air Defense System », *The National Interest*, 24 February 2019. Il serait particulièrement intéressant de conduire une analyse comparée des postures capacitaires récentes de la Corée du Sud et de la Turquie, des pays alliés des États-Unis qui sont tous deux acquéreurs de systèmes américains de dernière

génération (DAM, aviation de combat) tout en entretenant des liens importants avec la BITDS russe. Il faut néanmoins noter que cette coopération avec les Russes n'a pas été très fructueuse pour Séoul et que les Coréens se sont retournés vers la France pour acquérir les sources d'émission RF pour leur radar (entretien du 10 avril 2020 avec un responsable industriel français).

¹³ Le Japon et les États-Unis collaborent en matière antimissile depuis 1967 (programme de missile Nike-J). Les forces américaines fournissent des informations directes aux forces japonaises sur les lancements balistiques pouvant les concerner depuis 1996. Quant aux premières études de faisabilité antimissile nippo-américaines sur le SM-3 IIA, elles datent de 1999.

(JADGE), dont le modèle peut être rapproché du centre de contrôle C2BMC de la base américaine de Ramstein en Allemagne (*U.S. Command and Control, Battle Management, and Communications*)¹⁴. Les capacités actuellement offertes par les quatre destroyers de la classe Kongou, dont trois en alerte permanente, doivent être doublées en 2021 par quatre nouveaux bâtiments Aegis (deux de la classe Atago, armés avec des SM-2 et deux d'un type nouveau, armés de SM-2 et de SM-3 Blk IA). Ils couvriront les abords méridionaux de l'archipel¹⁵.

nucléaires depuis 2016¹⁶) justifiaient amplement ce narratif, à l'appui duquel sont venus s'ajouter les lancements de deux missiles balistiques nord-coréens Hwasong-12 à portée intermédiaire (IRBM) au-dessus du territoire japonais les 29 août et 15 septembre 2017, de sept tirs pour le seul mois de janvier 2022, et d'un nouveau tir en direction de la mer du Japon le 27 février 2022.

Néanmoins, la montée en puissance mondiale de la Chine a modifié la position de Tokyo en termes de menace prioritaire. Le budget de défense

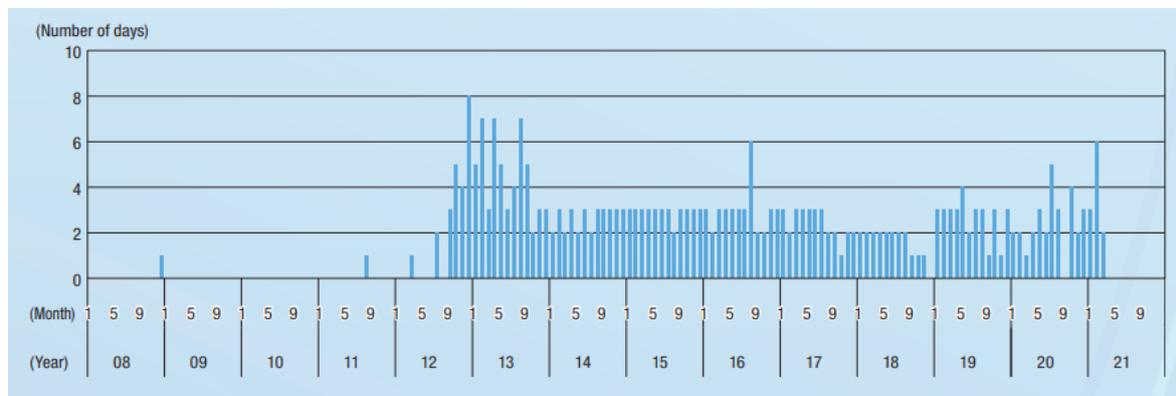


Fig. 1. Intrusions des garde-côtes chinois dans les eaux territoriales japonaises entre 2008 et 2021, en nombre de jours de présence cumulée mensuelle (*Livre blanc de la défense du Japon 2021*, synthèse, p. 18)

Pékin, de son côté, dénonce ce réseau régional américano-nippo-coréen comme une atteinte directe envers ses propres capacités de défense. De fait, et jusqu'à une date relativement récente, les systèmes antimissiles américains équipant les armées japonaise et coréenne étaient invariablement présentés par leurs détenteurs comme une réponse défensive directe au seul régime nord-coréen. Les initiatives agressives de Pyongyang (40 tirs de missiles et trois essais

chinois, qui a augmenté en 2021 de 7,1 % à 230 milliards de dollars, est désormais trois fois plus important que celui des forces d'autodéfense japonaise¹⁷. Le livre blanc de défense japonais de septembre 2019 en tirait les conséquences en désignant pour la première fois Pékin, avant même le régime nord-coréen, comme une « menace stratégique » prépondérante¹⁸. La dernière version du document, celle de 2021, confirme ce choix avec quelques nuances de présentation¹⁹. Le document

¹⁴ Voir Thomas Karako, *Shield of the Pacific. Japan as a Giant Aegis Destroyer*, CSIS BRIEF, May 2018, p. 6.

¹⁵ *Ibid.*, p. 2.

¹⁶ Janvier et septembre 2016, septembre 2017.

¹⁷ Liu Xuanzun, "China boosts defense budget by 7.1% for 2022 amid complex global situation", *Global Times*, March 5, 2022.

<https://www.globaltimes.cn/page/202203/1254011.html>

¹⁸ Tim Kelly, « Japan lists China as bigger threat than nuclear-armed North Korea », *Reuters*, 27 September 2019. La dernière version du livre blanc japonais est

disponible en français, sous une forme néanmoins résumée

(https://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/pdf/2019/DOJ2_019_Digest_FR.pdf)

¹⁹ Voir *Defense of Japan 2021*, Ministry of Defense, 2021. La préface du ministre japonais de la Défense, Nobuo Kishi, présente sans ambiguïté la Chine comme le souci sécuritaire principal de Tokyo (p. iii). L'annexe du document continue néanmoins de placer la Corée du Nord avant la Chine. Pour la version principale : https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/wp2021/DOJ20

cite l'augmentation des patrouilles aériennes et maritimes chinoises à proximité du territoire japonais, ainsi que la montée en puissance des capacités chinoises de pénétration des défenses antimissiles.

La Corée du Nord demeure théoriquement au centre de l'équation antimissile régionale en Asie orientale. Toutefois, et comme on le voit, cette équation tend à être structurée indirectement par la relation triangulaire Japon-Chine-États-Unis à un degré de plus en plus important. Ces dernières années, les ventes américaines de systèmes antimissiles au Japon se sont intensifiées. L'arsenal japonais intégrera ainsi des batteries PAC-3MSE qui étendront les performances d'interception en couche basse de 10 à 30 kilomètres d'altitude. Quant à l'intercepteur exo-atmosphérique SM-3 Block IIA, conçu en codéveloppement entre Américains et Japonais, et censé mieux intercepter des missiles dotés de leurres et de capacités limitées d'évitement, il formera la colonne vertébrale de la DAM japonaise, à partir de lanceurs Mk 41. Celle-ci devait s'appuyer sur deux sites *Aegis* installés à terre (*Aegis Ashore*), qui à l'origine devaient être opérationnels en 2023, sur le modèle des installations existant déjà depuis 2016 en Roumanie (site de Deveslu), et actuellement en construction en Pologne, sur le site de Redzikowo²⁰. Japonais et Américains prévoyaient également de collaborer dans le domaine des radars, Tokyo étudiant la possibilité d'acquérir des SPY-6 pour remplacer les SPY-1 produits dans les années 1970. La Chine perçoit cette montée en puissance comme un risque éventuel pour la crédibilité de sa dissuasion nucléaire. Les progrès parallèles de la DAM sud-coréenne, ajoutent à cette

inquiétude, particulièrement depuis le déploiement des THAAD par Séoul.

Dans cette nouvelle configuration, la relation de défense entre Tokyo et Washington devrait théoriquement se trouver renforcée, d'autant plus que la *National Defense Strategy* américaine de 2018 tout comme la MDR de 2019 désignent également la Chine comme une menace structurelle de premier rang. Sauf surprise majeure, les nouveaux documents américains attendus au printemps 2022 ne devraient vraisemblablement pas changer cette analyse²¹.

Cette logique de renforcement de l'alliance nippo-américaine s'est heurtée un temps aux signaux contradictoires qui ont pu être envoyés par l'administration Trump. Sans compter la décision américaine de se retirer des négociations sur le *Trans-Pacific Partnership* (TPP) auquel tenait fortement Tokyo, le pas-de-deux entre les présidents américain et nord-coréen (sommet de Hanoi de février 2019) avait perturbé la classe politique japonaise. Certaines voix se sont dès lors élevées pour suggérer la mise en place de combinaisons stratégiques et diplomatiques alternatives, de manière à compenser les tendances « isolationnistes » et les initiatives erratiques de l'administration américaine²². Le rapprochement entre Japon et Australie a été l'une des conséquences attendues de cette situation (sommets bilatéraux tenus en janvier et juin 2019)²³. Par ailleurs, les relations entre Américains et Japonais restent marquées par des crises récurrentes, au-delà même du cas bien connu des installations militaires américaines à Okinawa. La montée en puissance des capacités antimissiles américaines acquises par le Japon, prévues sur les

²¹ EN Full.pdf. Pour la référence, annexe : https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/wp2021/DOJ2021_EN_Reference.pdf

²⁰ *Ibid.*, p. 283. Le premier test de ce système a eu lieu en février 2017.

²¹ US DoD, Transcript, « Missile Defense Agency Officials Hold a News Briefing on President Biden's Fiscal 2023 Missile Defense Budget », March 28 2022, <https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/2981858/missile-defense-agency-officials-hold-a-news-briefing-on-president-bidens-fisca/>

²² Hiroyuki Akita, « Time for Asia to rethink its deep dependence on US for security », *Nikkei Asian Review*, 3 March 2019. La stratégie d'équilibre française dite « d'autonomie stratégique » entre capacités nationales, UE et OTAN est souvent citée en exemple dans ce cadre. Voir également Paul Midford, « New directions in Japan's security: non-US centric evolution, introduction to a special issue », *The Pacific Review*, printemps 2018.

²³ Voir Grant Wyeth, « Japan and Australia Deepen Defense Ties », *The Diplomat*, November 25, 2019.

sites de Hagi et d'Akita, s'est ainsi heurtée à des résistances internes. Le site d'Akita, qui devait accueillir l'*Aegis Ashore System* de Lockheed Martin, a vu en 2019 la défaite électorale d'un membre du parti du premier ministre d'alors, Shinzo Abe, en raison des craintes locales concernant un ciblage prioritaire du site par les Nord-Coréens en cas de conflit armé²⁴. En juin 2020, le déploiement des sites *Aegis Ashore* a été suspendu officiellement par le Japon.

Ces signaux ne doivent pas être surinterprétés. Comme le rappelait Yasuhiro Takeda, professeur à l'Académie nationale de défense du Japon et auteur d'un ouvrage récent sur l'avenir de la défense japonaise, il ne semble exister aujourd'hui aucune alternative structurelle valable pour le Japon en dehors du partenariat stratégique nippo-américain, formulé en 1978 pour les aspects de défense, et révisé en 1997 et 2015²⁵. Cette conclusion, qui fait de la relation Tokyo-Washington une variable indépendante dans le système antimissile régional considéré, est mise en évidence dans une analyse de Céline Pajon, chercheuse à l'IFRI, parue en 2019 : « (...) *l'alliance va rester au cœur de la stratégie de sécurité japonaise. Sur le plan militaire, le partenariat n'a jamais été aussi fort et approfondi, et il n'est pas menacé politiquement. Côté américain, l'importance du partenariat avec le Japon va nécessairement être réaffirmée, alors qu'à Washington, les tenants d'une approche en termes d'endiguement et de dissuasion face à la Chine sont devenus majoritaires* »²⁶. Malgré les turbulences engendrées par Donald Trump, la cohésion du « front » antimissile régional est-asiatique dépend donc toujours d'une convergence minimale de vues entre le Japon, les États-Unis, et la Corée du Sud. En avril 2019, les ministres de la défense et des

affaires étrangères japonais et américains (format « 2+2 ») ont ainsi réaffirmé leur volonté commune « (...) *d'améliorer leurs défenses intégrées respectives pour contrer les menaces aériennes et balistiques, en y incluant la montée en puissance rapide du système Aegis Ashore japonais* »²⁷. En décembre 2020, le gouvernement japonais, compensant le coup d'arrêt aux systèmes *Aegis* basés à terre, a finalement décidé de l'acquisition de deux frégates équipées du même système.

La configuration antimissile est-asiatique à cinq joueurs est enfin perturbée par d'autres éléments qui affectent ses équilibres sous-systémiques.

- *Certains de ces éléments perturbateurs sont endogènes*. Ainsi, la méfiance grandissante entre Corée du Sud et Japon tend à fragiliser leur unité d'action alors que l'origine commune des systèmes d'armes américains qu'ils partagent devrait les pousser à une interopérabilité parfaite²⁸. L'accord dit GSOMIA (*General Security of Military Information Agreement*), portant sur des échanges d'informations relevant entre autres de la défense antimissile, signé en novembre 2016 entre Tokyo et Séoul, est ainsi gelé depuis août 2019 en raison d'un différend portant sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, à l'agacement du partenaire américain²⁹.
- *D'autres éléments perturbateurs sont exogènes*. C'est en particulier le cas de l'ombre portée d'une seconde configuration stratégique asiatique conflictuelle, celle du front antimissile en constitution entre l'Inde d'une part, la Chine et le Pakistan d'autre part. Un accord est ainsi intervenu en octobre 2018 entre l'Inde

²⁴ Isabel Reynolds et Emi Nobuhiro, « Abe's plan for U.S. Aegis Ashore missile shield rattles Akita residents », *The Japan Times*, 10 September 2019.

²⁵ Voir Yasuhiro Takeda et John Rydqvist, *The Future of East Asian Security*, NDA-FOI Joint Seminar, Center for Global Security, National Defense Academy, October 2017.

²⁶ Céline Pajon, « L'alliance nippo-américaine : Le Japon reprend la main », dans Guibourg Delamotte (dir.), *Le Japon et le monde*, Paris, CNRS éditions, 2019, p. 111.

²⁷ Voir « Joint Statement of the Security Consultative Committee », April 19, 2019.

<https://www.mofa.go.jp/files/000470738.pdf>

²⁸ Yacqub Ismail et Eleanor Shiori Otsuka Hughes, « Japan in a New Northeast Asian Security Environment », *International Policy Digest*, 22 October 2019.

²⁹ La dénomination officielle de l'accord est « Agreement Between the Government of Japan and the Government of the Republic of Korea on the Protection of Classified Military Information ».

et la Russie, portant sur l'achat par la première de systèmes de défense antimissile S-400 russes pour un montant de 5 milliards de dollars³⁰. La Chine, qui est entourée sur son flanc oriental par un réseau antimissile sous influence américaine dont les capacités progressent, voit donc également son flanc sud se densifier en la matière, sous l'effet d'un renforcement des capacités indiennes. Cette situation peut influencer sur la tendance de Pékin à considérer que l'endiguement grand-stratégique qui menace sa liberté d'action (et la crédibilité de sa dissuasion nucléaire) ne cesse de s'aggraver. Ses initiatives de désenclavement pourraient s'en trouver stimulées, via la revendication d'espaces maritimes et aériens formant glacis dans son voisinage³¹. Son complexe obsidional stimule déjà la montée en puissance de ses capacités stratégiques hautes (augmentation du nombre de ses têtes nucléaires, accélération de ses programmes hypersoniques et spatiaux offensifs, amélioration de ses capacités d'anti-accès, entre autres). On notera, vu de la Chine et à l'appui de ce scénario de connexion relative entre les deux fronts antimissiles (Est — et Sud-asiatique), que le Japon et l'Inde ont signé un accord GSOMIA qui fonctionne depuis 2015³².

La situation européenne. « Menace » iranienne et « risque » russe : vers la fin d'une dichotomie artificielle ?

À l'autre extrémité de l'Eurasie, le front antimissile européen présente des similarités stratégiques apparentes par rapport à son pendant est-asiatique, mais aussi des différences politiques profondes.

- Les similarités sont nombreuses, car ce front sous coordination américaine se structure en fonction d'une menace considérée officiellement comme directe (l'arsenal balistique iranien) et d'un risque désigné jusqu'à récemment comme « indirect » (la Russie, acteur nucléaire membre du P5). Les non-dits de cet emboîtement à deux niveaux répliquent ceux du front est-asiatique :
 - o Le rôle du joueur nucléaire *offshore* (qui se trouve être le même, en l'occurrence les États-Unis) reste aussi structurant que dans le cas asiatique, tant en termes politiques, stratégiques que capacitaires.
 - o Tout en restant significative dans le discours, la menace balistique iranienne, réputée directe, tendait déjà, bien avant l'invasion de l'Ukraine, à s'effacer dans les perceptions et les faits devant le risque indirect russe, présenté depuis plusieurs années par certains acteurs du front antimissile

³⁰ Vikas Pandey, « S-400 : India missile defence purchase in US-Russia crosshairs », BBC News, 5 October 2018. . Également : « India's Buying of S-400 from Russia will Have Serious Implications on Defence Ties: US », *The Economic Times*, 31 mai 2019. Suite à la crise ukrainienne de 2013, à la guerre du Donbass et à l'annexion consécutive de la Crimée par la Russie en 2014, les États-Unis avaient annoncé que les pays acheteurs de matériels de défense russes seraient sanctionnés (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act - CAATSA*). Le président américain peut

néanmoins choisir d'exempter exceptionnellement certains pays de ces sanctions, et New Delhi compte sur un « waiver » de ce type, compte tenu du fait que le marché de défense national est attractif pour Washington, qui compte pour 15 % des achats indiens.

³¹ Voir Ketian Zhang, « Cautious Bully: Reputation, Resolve, and Beijing's Use of Coercion in the South China Sea », *International Security*, vol. 44, n° 1, Summer 2019, p. 117–159.

³² Ariel Stenek, « Toward a Quadrilateral Intelligence Sharing Network? », *The Diplomat*, January 7, 2022.

installé en Europe comme la menace principale³³.

- Des différences existent, néanmoins. L'équation antimissile en Europe se complique en raison de la présence d'un « joueur » collectif moins unitaire que polycéphale, en l'occurrence l'OTAN. C'est en son sein que se cristallisent la problématique politique liée à cette scène antimissile européenne, tout comme ses aspects capacitaires et opérationnels les plus importants (*via* en particulier le rôle — appelé à grandir — du centre de commandement et de contrôle C2BMC de Ramstein, contrôlé par les États-Unis).

Historiquement, l'OTAN a été configurée en fonction d'une mission de défense collective contre la puissance soviétique, et non par la prise en charge d'une sécurité collective globalisée. Elle a certes mis en scène cette deuxième mission dans les années 1990-2000 pour retrouver une raison d'être stratégique (il s'agissait alors de s'affirmer « hors-zone », fût-ce artificiellement, pour éviter de devenir « hors-jeu », selon le mot fameux repris

par les instances de l'Alliance³⁴). Néanmoins, avec le retour récent de Moscou sur la scène stratégique, la dialectique antimissile otanienne renoue avec sa matrice historique, retrouvant le vocabulaire et les réflexes de la Guerre froide. La crise de Crimée en 2014 a donné de forts arguments à ceux qui souhaitaient souligner la nature de moins en moins « indirecte » selon eux du « risque » russe par rapport à la « menace directe » de l'Iran. Ces différences d'analyse ont généré de forts tiraillements dans l'OTAN, entre des joueurs qui souhaitaient jusque-là établir des relations stratégiques réalistes et non naïves avec Moscou de manière à désamorcer la paranoïa du Kremlin (France, Allemagne), et d'autres (majoritairement localisés en Scandinavie et à l'Est du continent, avec pour chef de file la Pologne) qui assumaient clairement une opposition farouche avec la Russie, dès les années 1990³⁵. Il serait possible, sur cette question des perceptions différenciées divisant un même groupe de joueurs, de tracer un parallèle avec le front est-asiatique (en l'occurrence, le contraste frappant entre la retenue

³³ Le critère des distances, fondamental dans le domaine antimissile, différencie également les équations stratégiques respectives des deux théâtres. La Corée du Nord est située à proximité immédiate de la Corée du Sud (les 10 millions d'habitants de Séoul sont à 50 km de la frontière), et à un millier de kilomètres du Japon. L'Iran est positionné à 3500 kilomètres de Varsovie.

³⁴ Cf. William Tuohy, « NATO After the Cold War: It's 'Out of Area or Out of Business' », *Los Angeles Times*, Aug. 13, 1993.

³⁵ La manière dont un rapport parlementaire français présentait récemment la problématique est assez révélatrice : « *A la demande des États-Unis, l'OTAN déploie progressivement un dispositif de défense anti-missile balistique, qui se veut une réponse à la menace iranienne, et a contribué à la dégradation des relations avec la Russie* ». Voir Ronan Le Gleut et Hélène Conway-Mouret, *Rapport d'information n° 626 fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur la défense européenne*, enregistré à la Présidence du Sénat le 3 juillet 2019, p. 24. Cette différence d'approche entre pays européens a des conséquences en termes capacitaires, comme l'illustre la décision de la Pologne,

principale bénéficiaire des fonds structurels de l'UE, de préférer en mars 2018 le *Patriot* américain au SAMP-T européen pour 10 milliards d'euros (« Défense de l'Europe : des *Patriot* américains pour la Pologne », *La Tribune*, 23 mars 2018). Par ailleurs, les deux « camps » sont en réalité traversés de fractures internes. Ainsi, le regard de la France et de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie peut être globalement convergent sur le plan politico-diplomatique ces dernières années, mais il n'en diverge pas moins assez remarquablement sur le plan capacitaire et stratégique, pour le moment, et en fonction de réflexes où le critère générationnel tient sans doute un rôle. Témoin cet avis aussi tranché que fataliste de Wolfgang Ischinger, président de la Conférence de Munich sur la sécurité, recueilli dans le rapport sénatorial français cité *supra* : « *Il y a beaucoup de petites phrases sur l'autonomie stratégique de l'Europe. Je ne pense pas que ce soit la bonne voie. Notre dépendance des capacités militaires des États-Unis est absolument nécessaire pour la sécurité de l'Allemagne et de l'Europe à court, moyen et long terme. Nous sommes aveugles, sourds et incapables sans notre partenaire américain.* » (*Ibid.*, p. 25).

vigilante sud-coréenne vis-à-vis de la Chine et la méfiance atavique japonaise sur le même sujet³⁶).

Dans un sens, il ne s'agit ici que de nuances diplomatiques. Mais sous l'effet des bouleversements systémiques que subissent les relations internationales contemporaines, les perceptions différenciées des « alliés » du front antimissile européen se sont aggravées, sous la forme d'options politiques concurrentes. Au moment du pic de tension de l'annexion de la Crimée en 2014, certains pays de l'Alliance (Pologne et Pays baltes) avaient ainsi émis le souhait que la DAM de l'OTAN soit explicitement dirigée contre la Russie³⁷. Une demande finalement rejetée par les Américains. Comme le remarquaient à l'époque certains analystes, assumer cette opposition aurait créé un décalage avec la précision apportée le 7 juillet 2009 par Barack Obama, lors d'un discours à Moscou, au moment de la mise en place du dispositif américain de contribution au système de défense antimissile de l'OTAN, dit *European Phased Adaptive Approach* (EPAA) : « *Je sais, déclarait alors le président américain, que la Russie s'oppose à la configuration prévue pour la défense antimissile en Europe. Mon administration examine actuellement ces plans pour renforcer la sécurité de l'Amérique, de l'Europe et du monde. J'ai clairement indiqué que ce système visait à empêcher une éventuelle attaque de l'Iran et n'avait rien à voir avec la Russie. (...) En fait, je souhaite que nous travaillions avec la Russie sur une architecture de défense antimissile qui nous sécurise tous davantage. Mais si la menace des programmes de missiles nucléaires et balistiques de l'Iran est éliminée, l'élément moteur de la défense antimissile en Europe sera éliminé, ce qui est dans notre intérêt mutuel* »³⁸. Les pays les plus méfiants envers la Russie, comme la Pologne, ont

néanmoins continué à défendre le principe de cette « clarification » sur le plan stratégique, qui correspondait avant tout à la conception de leurs propres intérêts nationaux dans leur voisinage³⁹. L'invasion militaire de l'Ukraine renforce considérablement leur position. Ce n'est pas la moindre des fautes majeures commises par le président russe. Elle aura des conséquences lourdes pour Moscou.

L'invasion militaire russe de l'Ukraine rebat donc l'ensemble des cartes de la géostratégie européenne. Pour le moment, néanmoins, la dialectique antimissile en Europe continue, sous un certain angle, à répliquer le couplage Corée du Nord/Chine de la scène antimissile est-asiatique. Si l'on envisage en effet la problématique sous la forme d'un « front » (au double sens politique et stratégique de ce terme), la structure du système régional européen reste agie, comme dans le cas asiatique, par une dialectique entre menace directe affichée (Iran, Corée du Nord) et risque indirect prudemment mentionné (Russie, Chine), du moins dans le domaine antimissile. Ce découplage narratif accompagne le bouclier continental que constitue l'EPAA, annoncée par l'administration Obama en septembre 2009, et configurée en fonction d'une éventuelle menace de missiles balistiques iraniens à portées dites « courtes » (300-1000 km), « moyennes » (1000-3000 km) et « intermédiaires » (3000-5500 km). L'EPAA s'organise autour de systèmes d'interception *Aegis* basés à terre et en mer. Les quatre sites « européens » principaux sont aujourd'hui ceux de Kürecik, en Turquie, qui accueille un radar TPY2 ; celui de la base aéronavale roumaine de Deveselu, où a été installé un site *Aegis Ashore* opérationnel depuis 2016 ; le Centre de commandement de contrôle C2BMC de Ramstein en Allemagne ; et

³⁶ En 2002, selon le Pew Research Center, 66 % des Sud-Coréens ont une opinion favorable de la Chine. Néanmoins, cette vision s'est largement dégradée ces dernières années (38 % seulement d'opinion favorable en août 2019). Le Japon est le pays qui a aujourd'hui la perception la plus négative de la Chine (14 % d'opinion favorable en 2019, contre 55 % en 2002). Voir Laura Silver et al., « People around the globe are divided in their opinions of China », Factank, Pew Research Center, 30 September 2019, <https://www.pewresearch.org/fact->

[tank/2019/09/30/people-around-the-globe-are-divided-in-their-opinions-of-china/](https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/09/30/people-around-the-globe-are-divided-in-their-opinions-of-china/)

³⁷ Voir « NATO Debates Directing Missile Shield against Russia », *Der Spiegel* [online], 25 August 2014.

³⁸ Barack Obama, « Commencement address at The New Economics School in Moscow », May 7, 2009.

³⁹ Voir par exemple Paul Sonne, « Pentagon Looks to Adjust Missile Defense Policy to Include Threats from Russia, China, » *Washington Post*, March 2, 2018.

enfin le futur site Aegis terrestre polonais de Redzikowo, prévu pour entrer en service en 2022, et dont les intercepteurs complèteront sur le flanc nord ceux de Deveselu. Il faudrait sans doute ajouter à ce quadriptyque la base navale espagnole de Rota qui accueille les 4 frégates Aegis américaines contribuant à l'EPAA.

À la date du 10 mars 2022, soit deux semaines après l'invasion russe de l'Ukraine, la présentation de l'EPAA par l'OTAN insistait encore sur le fait que la cible de cette architecture alliée était l'Iran, et non la Russie. La sémantique, pour le moment, est donc la même qu'en 2016 : « *La défense antimissile balistique de l'OTAN est purement défensive et non dirigée contre la Russie. Comme l'a expliqué le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, la géographie et la physique empêchent le système de l'OTAN d'abattre les missiles intercontinentaux russes à l'aide des intercepteurs disponibles pour la défense antimissile par l'OTAN. Ils sont trop peu nombreux et situés trop au sud ou trop près de la Russie pour pouvoir le faire. Ils sont conçus pour faire face aux menaces extérieures à la zone euro-atlantique* »⁴⁰.

Cependant, malgré les mises au point de la *Public Diplomacy* de l'OTAN, la menace balistique que ferait peser l'Iran sur le continent européen peut-elle être comparée, en termes de probabilité d'occurrence, avec celle que représente la Corée du Nord sur le théâtre est-asiatique ? Il est possible de juger que non, malgré l'aggravation des relations avec Téhéran, liées au retrait de l'administration Trump du JCPOA⁴¹.

Alors que Pyongyang est placé géographiquement au cœur même de la scène antimissile est-asiatique, Téhéran apparaît en effet comme une menace détachée de sa matrice géopolitique moyen-orientale pour être introduite

comme au forceps sur la scène européenne. Comme indiqué en préambule de ce paragraphe, l'opposition la plus structurante pour le système antimissile européen tel qu'il évolue semble donc de plus en plus polarisée, non en fonction de l'acteur iranien mis en avant par le narratif otanien, mais bien en fonction de l'élément officiellement *indirect* (le front antimissile que certains pays de l'OTAN opposent de manière latente au risque russe, en coordination opérationnelle et capacitaire avec Washington). L'utilisation des batteries THAAD par les États-Unis illustre d'ailleurs l'artificialité relative que revêtait ce narratif (et que l'invasion de l'Ukraine va sans doute clarifier, dans une mesure relative). Ces batteries THAAD américaines ne sont, en effet, installées à demeure que sur deux sites *offshore* dans le monde : l'île de Guam et la Corée du Sud. À l'été 2019, une batterie de ce système capable d'interceptions exo- comme endo-atmosphériques a néanmoins été déployée en Roumanie de manière provisoire par les États-Unis, afin de parer, à la demande de l'OTAN, à trois mois de mise en sommeil technique de l'*Aegis Ashore* de Deveselu⁴². Bien que la *Strategic communication* otanienne officielle ait pris le soin, habituel en pareille matière, de préciser que la mission concernait la dissuasion antimissile « (...) *contre d'éventuels adversaires en dehors du théâtre européen* »⁴³, la réaction de la Russie a été extrêmement négative, compte tenu des performances théoriques de ces systèmes. De la même façon que la Chine avait protesté en septembre 2017 contre l'installation de batteries THAAD en Corée du Sud⁴⁴, la Russie a considéré en 2019 que l'installation — même provisoire — de ces systèmes sur le sol européen représentait une rupture altérant les équilibres de puissance régionaux comme mondiaux sur le plan de la dissuasion nucléaire. Bien qu'il soit tout à fait improbable que les ICBM russes puissent être

⁴⁰ NATO Public Diplomacy Division, « NATO Ballistic Missile Defence », Fact Sheet, July 2016, p. 1.

⁴¹ Ian Williams, « Adapting NATO missile defense to survive enemy contact », *Defense News*, 2 August 2019.

⁴² Voir United States European Command, Stuttgart, Germany, « USEUCOM deploys THAAD system to Romania », Apr. 11, 2019.

<https://www.eucom.mil/media-library/pressrelease/39562/useucom-deploys-thaad-system-to-romania>

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Yann Rousseau, « Cette nuit en Asie : malgré Pékin, Séoul déploie son bouclier antimissile américain Thaad », *Les Échos*, 7 septembre 2017.

réellement arrêtés par ce type d'armement⁴⁵, et quelle que soit ici la part – importante – de mise en scène du Kremlin, le complexe obsidional de Moscou s'est encore vu renforcé. Les décisions suivantes de la Russie dans le domaine balistique l'ont illustré en partie : c'est ce que montrèrent les salves de missiles testés lors des exercices *Grom-2019* et surtout le déploiement provisoire de systèmes S-400 dans le cadre de l'exercice militaire « Bouclier slave » en Serbie en octobre 2019, ce dernier mouvement semblant géographiquement et techniquement calculé pour répondre au déploiement provisoire des THAAD en Roumanie⁴⁶.

La présente note, très synthétique, ne peut traiter en détail de tous les éléments complexes qui concernent l'équation antimissile européenne. D'autres travaux récents l'ont fait excellemment ces dernières années⁴⁷. Du point de vue géopolitique qui retient ici notre attention, il apparaît néanmoins important de souligner un dernier élément, dans la mesure où il illustre les connexions entre les fronts antimissiles est-asiatique et européen. Il s'agit des

effets du retrait américain du traité FNI, officiel depuis le 2 août 2019.

Signé en 1987 par les présidents américain et soviétique Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, et entré en vigueur en 1988, celui-ci interdisait l'installation sur le continent européen de missiles balistiques et de croisière intermédiaires tirés du sol, d'une portée de 500 à 5500 kilomètres. L'argumentaire otanien officiel sur ce sujet est parfaitement résumé dans un article de la *Revue de l'OTAN* publié fin septembre 2019 : il fait porter la responsabilité de l'annulation à la Russie, en raison du développement par Moscou du missile de croisière Novator 9M729⁴⁸. Sur ce point, la position de certains membres de l'OTAN, dont la France, a été plus contrastée. Sans sous-estimer les manœuvres russes, certains rappellent ainsi, en faisant le parallèle avec l'annulation du traité ABM en 2002 ou de l'accord JCPOA en 2018, que la fin du FNI a été voulue unilatéralement par les États-Unis. Non sans raisons transactionnelles argumentées, sous un certain angle. Mais avec des conséquences interactionnelles inquiétantes⁴⁹.

⁴⁵ David Axe, « Why Russia Is Angry at America's Missile Defense Systems », *The National Interest*, October 22, 2019. Également : Tim O'Connor, « Russia and China Say New U.S. Missile Test Is Just the Kind of 'Arms Race' They're Trying to Avoid », *Newsweek*, 20 August 2019. Sur les rapports entre capacités offensives russes et capacités défensives de l'EPAA, voir Brad Roberts, *On the strategic value of Ballistic Missile Defense*, Proliferation Papers 50, Institut français des relations internationales, Security Center, June 2014, p. 28 sq. Sur la manière dont la Chine considère les conséquences de l'installation de systèmes antimissiles américains en Asie orientale, voir Stéphane Delory, « Impact de la défense antimissile sur les stratégies nucléaires en Asie », *Revue de défense nationale*, juin 2015, p. 7.

⁴⁶ « Russia Sends S-400 Missile Defense Systems to Serbia for Military Drill », *Reuters*, 24 October 2019. On notera que la Serbie a rejoint le Partenariat pour la Paix de l'OTAN en 2015, sans demander à être membre de l'organisation, mais que Belgrade est en revanche candidat à l'intégration dans l'Union européenne.

⁴⁷ Voir entre autres Pavel Baev, « La modernisation nucléaire russe et les supermissiles de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », Notes de l'IFRI, Russie NEI Visions, n° 115, août 2019. Isabelle Facon, « Export russe des systèmes anti-aériens S-400 :

intentions stratégiques, atouts industriels et politiques, limites » dans *Défense & Industries* n° 13, Fondation pour la recherche stratégique, juin 2019, p. 17-21.

⁴⁸ Qui correspond dans la nomenclature OTAN au SSC-8. Voir Jacek Durkalec, « La sécurité européenne sans le traité FNI », *Revue de l'OTAN magazine*, 30 septembre 2019. <https://www.nato.int/docu/review/2019/Also-in-2019/european-security-without-the-inf-treaty/FR/index.htm>

⁴⁹ Nathalie Guibert, « Le contrôle des armements après la mort du traité FNI, un défi complexe pour l'OTAN », *Le Monde*, 2 décembre 2019. Le rôle du traité FNI avait été fondamental dans le domaine du désarmement. Entre 1988 et 1991, il a permis la destruction de 2692 missiles, dont 846 côté américain et 1846 côté soviétique. Voir Tiphaine de Champchesnel, « L'impossible extension du traité FNI », Notes de recherche de l'IRSEM n° 81, 7 octobre 2019, p. 4. Voir également Bruno Tertrais, « Retrait américain du traité nucléaire FNI : quelles conséquences ? », Institut Moutaigne, 24 octobre 2018. Moscou souligne de son côté que les plates-formes américaines de lancement vertical Mark-41, par leur potentiel usage à longue portée, violaient également le traité. Le porte-parole du Kremlin Dimitri Peskov, commentant le test d'un missile de croisière américain en août 2019 depuis la base californienne de San Nicolas

Bien qu'elles soient importantes à prendre en compte, nous ne nous étendrons pas plus avant sur ces différences d'appréciation, reflets de fractures internes permanentes assez traditionnelles dans l'OTAN⁵⁰. Les conséquences de la « mort » du traité FNI sont en revanche intéressantes à étudier, on l'a dit, du point de vue des connexions antimissiles entre les deux fronts eurasiatiques détaillés précédemment. L'administration Biden, qui prépare la publication de sa *Missile Defense Review* et de sa *Nuclear Posture Review*, souhaitait reprendre l'initiative en termes de contrôle et de maîtrise des armements, en particulier dans le domaine nucléaire et antimissile.

Il est probable que l'invasion de l'Ukraine, qui renforce au contraire les arguments des partisans d'un *build-up* et otanien américain dans le domaine, va considérablement gêner ces premières velléités applaudies par les tenants de l'*arms control* – qui sont déjà taxées par certains commentateurs américains de manifestations d'*appeasement* irresponsables. Et les missiles dont les États-Unis s'interdisaient auparavant l'usage au titre du traité FNI (lequel concernait le théâtre européen) seront probablement, non seulement testés, mais aussi positionnés en Asie orientale et en Arctique. Un tir américain effectué à San Nicolas Island a fourni un signe avant-coureur de cette évolution en août 2019.

Island, à l'aide d'un lanceur vertical Mark-41 (missile qui, en raison de sa portée, aurait auparavant été interdit par le traité FNI), déclarait en août 2019 que la Russie « réitérait son engagement à ne déployer aucune base terrestre de lancement de missiles à portée intermédiaire tant que les États-Unis n'en déploieraient pas dans le monde ». Cette retenue en matière de déploiement n'est donc pas exclusive, du point de vue russe, de la fabrication de tels missiles. Voir Tom Balmforth, Andrew Osborn, « Russia asks U.S. for missile moratorium as nuclear pact ends », *Reuters*, 2 August 2019. Par ailleurs, la Russie avait proposé il y a plus de dix ans (octobre 2007), en coordination avec les États-Unis, d'étudier un nouveau traité FNI qui aurait inclus la Chine. Pour approfondir cette question, voir T. de Champchesnel, *op. cit.*, p. 9 sq.

Si ce mouvement se confirme, la modification des cadres de régulation capacitaire du front européen en matière antimissile, accélérée par les conséquences diplomatiques et sécuritaires de la guerre en Ukraine, aura donc une influence sur les variables dépendantes qui structurent les oppositions directe et indirecte du système régional antimissile est-asiatique. La coopération capacitaire russo-chinoise en matière de systèmes d'armes est l'une de ces variables. Elle tendait déjà à s'accélérer en matière balistique ces dernières années, comme l'avait montré début 2018 la livraison par la Russie de batteries de S-400 *Triumpf* à la Chine, lesquelles venaient renforcer les capacités des S-300 déjà détenus par Pékin, ainsi que les systèmes locaux HQ-9 et surtout HQ-19, en développement⁵¹. À cela s'était ajoutée la fourniture à l'APL d'un système russe SPRN d'alerte avancée contre les missiles balistiques intermédiaires, annoncée en octobre 2019⁵².

Une autre variable est la montée en puissance rapide des systèmes d'armes de rupture (« *game changers* ») que la Chine développe par elle-même. Il s'agit pour Pékin de renforcer la crédibilité de sa posture nucléaire sur un plan essentiellement dissuasif, du moins dans un premier temps. C'est le cas, entre autres, des armes à énergie dirigée et des missiles porteurs de planeurs hypersoniques, comme les DF-17 dévoilés publiquement pour la

⁵⁰ Sur l'histoire longue de ces tensions structurelles, voir Timothy Andrews Sayle, *Enduring Alliance : A History of NATO and the Postwar Global Order*, Cornell University Press, 2019. Voir également la recension qu'en fait Michael Rühle, chef de la Section « Menaces hybrides et sécurité énergétique » de la Division « Défis de sécurité émergents » au Secrétariat international de l'OTAN : M. Rühle, « Une fascinante histoire de multilatéralisme politique », *Revue de l'OTAN*, 19 septembre 2019.

⁵¹ Les premiers tests du S-400 par la Chine se sont déroulés en décembre 2018. Il faut mentionner dans cet ensemble de capacités les performances des radars JY-27A et JL-1A conçus localement et destinés à être couplés avec le HQ-19.

⁵² Voir Dimitri Stefanovitch, « Russia to Help China Develop an Early Warning System », *The Diplomat* [online], October 25, 2019.

première fois lors du gigantesque défilé militaire des 70 ans de la RPC, début octobre 2019⁵³.

La guerre en Ukraine promet donc de voir cette convergence capacitaire et stratégique entre Chine et Russie s'accélérer, au fur et à mesure que les options se réduisent pour le président russe. Il faut cependant, pour bien mesurer la réalité de cette convergence Moscou-Pékin, mentionner les évolutions d'une dernière scène régionale souvent sous-estimée en France, celle du front antimissiles arctique.

Le front antimissiles arctique : un futur connecteur entre systèmes européen et est-asiatique ?

La stratégie arctique du Département de la défense américain, telle qu'un rapport au Congrès la synthétise en juin 2019, définit l'Arctique comme une zone représentant à la fois « (...) un vecteur potentiel d'attaques du territoire national mais aussi de projection de la puissance américaine »⁵⁴. Il s'agit donc pour Washington de renforcer le périmètre défensif que constitue le cercle polaire, mais également de saisir de nouvelles opportunités régionales. Il est important de noter que les investissements antimissiles réalisés par les Américains ces dix dernières années en Arctique respectent le modèle défini pour les deux autres fronts étudiés dans cette note : dans le discours officiel, il s'agit toujours de prévenir les menaces émergentes d'États catégorisés comme « voyous » à l'instar de l'Iran ou de la Corée du Nord, et non de répondre aux progrès russes ou chinois.



Fig. 2. Un intercepteur GBI est mis en place en juillet 2006 sur le site de Fort Greely, en Alaska. Source : U.S. Army.

Cependant, comme dans les deux autres cas, cette « fiction » géostratégique⁵⁵ centrée sur les « fous » laisse la place à la désignation de plus en plus claire des « compétiteurs pairs » comme des menaces directes et prioritaires. Le 13 février 2020, le général américain O'Shaughnessy, responsable du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), remettait au comité des forces armées du Sénat américain un rapport alertant au sujet d'une présence militaire croissante de la Russie en Arctique, en particulier concernant les déploiements de systèmes balistiques nouveaux, comme le missile aéroporté hypersonique Kh-47M2 *Kinzhal*, testé semble-t-il pour la première fois par un MIG-31K sur le front arctique en novembre 2019⁵⁶. L'une des constantes des inquiétudes américaines à propos du NORAD concerne la relative réticence de la part du Canada (jusqu'ici, du moins) à s'engager clairement dans une modernisation plus poussée du système, y compris via l'installation d'intercepteurs balistiques plus nombreux.

⁵³ Voir Office of Secretary of Defense, *Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2019*, p. 102. https://media.defense.gov/2019/May/02/2002127082/-1/1/2019_CHINA_MILITARY_POWER_REPORT.pdf

⁵⁴ Office of the Under Secretary of Defense for Policy, *Report to Congress, Department of Defense Arctic Strategy*, June 2019, p. 3.

⁵⁵ GoGwilt Christopher, *The Fiction of Geopolitics: Afterimages of Culture, from Wilkie Collins to Alfred Hitchcock*, Stanford, Stanford University Press, 2000.

⁵⁶ « Arctique : la Russie a la suprématie, dit le patron du NORAD », *AFP*, 14 février 2020. Voir également Sergueï Sukhankin, « The 'Military Pillar' of Russia's Arctic Policy », », Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 33, 16 March 2020.

Cette thématique balistique tient une place importante dans la nouvelle stratégie arctique américaine. Le Pentagone rappelle ainsi que la surveillance efficace des approches aériennes et maritimes au nord du continent américain est indispensable à la crédibilité générale de la défense antimissile nationale. Pour Barbara Barrett, ancienne ambassadrice américaine en Finlande et Secrétaire de l'*Air Force* de 2019 à 2021, qui s'exprimait à la conférence sur la stratégie aérienne organisée par l'*Air Force Association* américaine en 2020, « *L'Arctique est le « ground zero » de la défense antimissile dans une nouvelle ère de compétition entre grandes puissances focalisées sur l'hémisphère nord* »⁵⁷. L'évolution du NORAD américano-canadien, et en particulier du *North Warning System*, constitué de 50 radars aujourd'hui anciens, forme donc un élément central de la nouvelle équation. En termes géo-stratégiques, celle-ci renvoie à la constitution progressive d'un alignement de systèmes de missiles balistiques et de systèmes de défense antimissiles impliquant Russes, Chinois, Japonais, Sud-Coréens, Américains et alliés de l'OTAN, dont le Canada. Les théâtres européen et extrême-oriental, jusqu'ici décorrés en apparence, se connectent donc progressivement *via* la charnière arctique, sous la forme d'un front eurasiatique septentrional relativement continu.

Du point de vue géopolitique, l'intérêt du rapport du NORAD en 2020 réside justement dans le parallèle établi entre les efforts russes et ceux parallèlement entrepris par la Chine dans la région.

Les deux concurrents de la puissance américaine sont-ils pour autant placés sur le même plan en matière antimissiles ?

Il est clair que la préoccupation de Washington concerne surtout le dispositif russe, en particulier depuis l'annonce des programmes hypersoniques mis en avant par le Kremlin, et dont la guerre actuelle en Ukraine constitue un nouveau banc d'essai⁵⁸. Les prétentions chinoises, elles, sont prises en compte, mais jugées pour le moment limitées du fait même des réalités géographiques. Les possibilités de la Chine, qui cherche à imposer ses droits indirects de « Nouvelle nation arctique », se placent en effet jusqu'ici sur le plan commercial et juridique : les États-Unis rappellent qu'ils ne reconnaissent « (...) *d'autres prétentions à un statut arctique que celle des huit nations (...) disposant d'une souveraineté territoriale en Arctique* », soit les membres actuels du Conseil de l'Arctique (Canada, Danemark avec le Groënland, Finlande, Islande, Norvège, Russie, et Suède). La Chine fait certes partie depuis 2013 des 13 observateurs permanents du Conseil Arctique. Elle a publié en 2018 sa première stratégie arctique officielle⁵⁹. Mais rien n'autorise pour le moment Pékin à implanter unilatéralement dans la région des bases militaires, y compris sous couvert scientifique, contrairement à ce qu'elle a pu réaliser en Antarctique en profitant du régime d'internationalisation juridique du traité de 1959⁶⁰. Pékin a bien négocié l'usage de « bases » en Islande et en Norvège (sur Svalbard), mais ces dernières ne peuvent avoir de fonction militaire⁶¹.

⁵⁷ Yasmin Tadjdeh, « Air Force Banging Drum for Arctic Partnerships », *National Defense*, 20 March 2020. <https://www.nationaldefensemagazine.org/articles/2020/3/20/air-force-banging-drum-for-arctic-partnerships>

⁵⁸ Tom O'Connor, Naveed Jamali, "US-Russia Tensions On Rise in Europe, But the Arctic Is Their True Frontier", *Newsweek*, February 18, 2022. Voir également Mark Lanteigne, « U.S. Wary of Russia's Arctic Military Buildup », *Arctic Deeply*, 13 February 2017, <https://www.newsdeeply.com/arctic/>

⁵⁹ *China's Arctic Policy. The State Council Information Office of the People's Republic of China*, January 2018. http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm

⁶⁰ Voir par exemple Arctic Council, *Declaration on the Establishment of the Arctic Council. Joint Declaration of the Governments of the Arctic Countries on the Establishment of the Arctic Council*, Ottawa, Canada, 19 September 1996, https://oaarchive.arctic-council.org/bitstream/handle/11374/85/EDOCS-1752-v2-ACMMCA00_Ottawa_1996_Founding_Declaration.PDF?sequence=5&isAllowed=y.

⁶¹ Le Pentagone alerte néanmoins sur la possibilité pour la Chine de « militariser » ces « stations scientifiques » de manière indirecte, par le biais de technologies duales, en particulier en matière satellitaire. Voir Office of the Secretary of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2019*, Report to Congress, May 2019, p. 114. En parallèle

La mention par tous les documents américains récent des « progrès » stratégiques chinois en Arctique, qui laisse parfois entendre que ces deniers pourraient être comparés à la situation russe, peut donc apparaître artificielle. Nous reviendrons sur ce point en conclusion.

Comme le fait remarquer avec raison Matthieu Boulègue dans une étude de 2019 consacrée à la stratégie polaire russe, la défense d'un « front arctique » ne constitue pas une nouveauté pour le Kremlin. La région, intensivement militarisée depuis la Guerre froide, a longtemps constitué une des principales lignes de tension balistique de l'ère bipolaire, même si elle fut peut-être moins médiatisée que d'autres⁶². Assurer l'accès de la Flotte du Nord à la zone, sanctuariser les moyens de frappe nucléaire en second concentrés aux

abords de la presqu'île de Kola n'ont jamais cessé d'être des impératifs majeurs pour Moscou depuis les années 1950-60⁶³.

En ce début de XXI^e siècle, le principal facteur de changement pour la stratégie arctique de la Russie réside néanmoins dans l'ouverture progressive de la route du Nord-Est. Moscou a parfaitement intégré les potentialités de ce couloir, en se fixant des objectifs ambitieux : 80 millions de tonnes de fret devront pouvoir y transiter en 2024, et 160 millions de tonnes d'ici 2035⁶⁴. Un objectif qui suppose un rééquipement des 38 000 kilomètres de la côte arctique, mais également une sécurisation de la « rangée » ainsi revitalisée⁶⁵. Les appétits vis-à-vis de ce nouveau corridor commercial augmentant rapidement, Moscou entend réguler le passage de plus en plus dégagé,



Fig. 3. La stratégie russe du bastion pendant la Guerre froide. La zone la plus sombre relève d'un objectif de contrôle strict. Les zones plus grisées d'une stratégie de déni relatif d'accès. Source : *Ministère norvégien de la défense, Chambre des communes britannique, 2019.*

du refus opposé par Copenhague à la proposition d'achat du Groënland par l'administration Trump, le Danemark s'est aussi ému des visées chinoises sur le territoire autonome, en particulier de certaines propositions de construction de stations satellitaires.

⁶² Cf. R. Tamnes, « The Strategic Importance of the High North during the Cold War », dans G. Schmidt (dir.), *A History of NATO - The First 50 Years*, Palgrave Macmillan, 2001. Voir également Kristian Åtland, « Interstate Relations in the Arctic: An Emerging Security Dilemma? », Norwegian Defense Research Establishment, p. 10.

⁶³ Matthieu Boulègue, *Russia's Military Posture in the Arctic. Managing Hard Power in a « Low Tension » Environment*, Chatham House Research Paper, Russia and Eurasia Programme, June 2019, p. 2.

⁶⁴ Sergueï Sukhankin, « Russia Steps up Efforts to Dominate Arctic Region », Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 25, 24 February, 2020.

⁶⁵ Sur le terme de « rangée », voir l'ouvrage de référence en français de Jean-Marie Miossec, *Le conteneur et la nouvelle géographie des océans et des rivages de la mer. Dans le sillage de la CMA CGM*, Paris, L'Harmattan, 2016.

et y faire valoir ses droits de puissance riveraine. De la même façon que les Canadiens revendiquent une complète autorité sur le passage du Nord-Ouest considéré comme une voie navigable interne, les Russes exigent que les navires empruntant la route du Nord-Est aient préalablement obtenu une autorisation, embarquent des pilotes locaux, et soient placés sous escorte de brise-glaces russes. La défense antimissile joue un rôle important dans ce raidissement, qui s'explique par la continuité post-Guerre froide de la stratégie russe dite du « Bastion », réactivée à partir de 2008⁶⁶.

Il est en particulier hors de question pour le Kremlin que des systèmes occidentaux puissent être déployés sur la route du Nord-Est à la faveur d'une internationalisation de ce corridor. En 2009, Moscou exprimait déjà ses craintes à ce sujet⁶⁷. En 2012, le général Makarov déclare que « [la Russie] n'acceptera pas que des vaisseaux américains équipés de systèmes Aegis de défense antimissile croisent dans [sa] partie de l'Arctique »⁶⁸. Sur tous ces points, les États-Unis rejettent les demandes de Moscou (comme d'Ottawa).

Il se trouve par ailleurs, comme le notait Ernie Regehr dès 2013 en plaidant pour la fin de « l'unilatéralisme antimissile », que quatre États du Conseil arctique sont des alliés des États-Unis qui soutiennent la mise en place des éléments de la défense antimissile américaine en Europe dans le cadre de l'OTAN, tandis que la Russie s'y oppose farouchement. Compte tenu de la dégradation des relations OTAN-Russie qui n'a eu de cesse de

s'aggraver depuis 2014, et qui atteint un point bas historique en février-mars 2022, la transposition de cette opposition à un ensemble plus large de dossiers stratégiques semble condamner l'Arctique à devenir un prolongement de plus en plus direct de la dialectique systémique antimissile du front européen⁶⁹. L'observation du débat américain en 2021 (en particulier en juin de cette année, à l'occasion du sommet de l'OTAN tenu à Bruxelles) montrait déjà une montée en puissance des plaidoyers en faveur d'une stratégie otanienne plus volontariste en Arctique⁷⁰. Conséquence de la guerre en Ukraine, la Suède et la Finlande, deux « nations arctiques » non-membres jusque-là de l'OTAN, se sont depuis spectaculairement rapprochées des États-Unis en ce qui concerne la sécurité de cette zone⁷¹. Et l'ensemble des pays du Conseil arctique, que la Russie est censée présider jusqu'en 2023, ont annoncé considérer un boycott des échanges au sein de cette organisation, en réaction à l'invasion de l'Ukraine.

Une montée en puissance technologique, un raidissement opérationnel ainsi qu'une extension ou une création de bases militaires sont, de fait, observables depuis quelques années le long de la côte arctique de la Fédération de Russie⁷². Les équipements embarqués ou côtiers qu'opère la Flotte du Nord incluent aujourd'hui des systèmes antiaériens S-300 et surtout S-400, ces derniers ayant des fonctions antimissiles limitées, mais réelles. Deux nouveaux régiments équipés de S-400 ont été constitués en 2015 en Arctique russe⁷³. Ces éléments de défense antimissile sont couplés

⁶⁶ Sur ce point, voir House of Commons Defence Committee, *On Thin Ice: UK Defence in the Arctic*, Twelfth Report of Session 2017–19 Report, together with formal minutes relating to the report, Ordered by the House of Commons, to be printed 19 July 2018, pages 20 sq et. 45.

⁶⁷ « Russia fears missile defense in the Arctic », *UPI*, 29 September 2009.
http://www.upi.com/Top_News/2009/09/29/Russia-fears-missile-defenses-in-Arctic/UPI-80901254231286/#ixzz2TStTQULu

⁶⁸ Atle Staalesen, « Russian general sends Arctic warning to USA », *Barents Observer*, February 16, 2012.
<http://www.barentsobserver.com/russian-general-sends-arctic-warning-to-usa.5021760.html>.

⁶⁹ Ernie Regehr, *Disarming Arctic Security*, Briefing Paper, The Simons Foundation, June 4, 2013, p. 1.

⁷⁰ Luke Coffey, Daniel Kochis, « NATO Summit 2021: The Arctic Can No Longer Be an Afterthought », *Report defense*, Heritage Foundation, June 10, 2021.

⁷¹ « Finland revised its Arctic policy strategy », Finnish Government, Government Communications Department, 17 June 2021

⁷² Andrew Osborn, « Putin's Russia in Biggest Arctic Buildup Push since Soviet Fall », *Reuters*, 30 January 2017.

⁷³ *Ibid.*, p. 13. Voir également Office of the Secretary of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2019*, Report to Congress, May 2019, p. 55.

à un réseau de défense aérienne élargie, *via* de nouvelles installations de radars d'alerte, de centres de secours et de senseurs divers dont s'inquiète le Département de la défense américain⁷⁴.

La Flotte elle-même a été réorganisée en décembre 2014 sous la forme d'un Commandement interarmées stratégique, qui tente de coordonner les opérations arctiques de la Flotte avec celles des forces aéroportées, des forces aérospatiales et des forces spéciales. Elle comprend certains des systèmes les plus modernes de la Marine russe, comme les sous-marins lanceurs d'engins de la classe *Borée*, ainsi que les sous-marins nucléaires multirôles de la classe *Yasen*, qui disposent de systèmes de missiles guidés de précision. En 2017, le premier brise-glace militaire construit en Russie depuis 40 ans était mis en service dans la même zone⁷⁵.

Le rôle de la mer Blanche ne résume donc plus à lui seul le point nodal du dispositif balistique et antimissile russe en Arctique. C'est l'ensemble de la région arctique qui semble désormais considéré par Moscou comme un front continu qui relierait les « deux Arctiques » russes, l'oriental et l'occidental⁷⁶. L'installation de systèmes S-400 en Nouvelle-Zemble du Nord en septembre 2019 est l'un des signes de cette réorganisation linéaire, qui viserait à établir une défense antiaérienne élargie continue, soutenue par une couverture satellitaire complète⁷⁷. Les Américains notent l'installation de nouveaux radars Sopka-2 sur l'île de Wrangel et au cap Schmidt, ou la présence de systèmes antimissiles Bastion-P et Pantsir S-1 en Nouvelle-Zemble et sur l'île de Kotelný⁷⁸. Dans un entretien accordé à la *Krasnaya Zvezda*, l'amiral Alexandre

Moiseïev donnait en décembre 2019 quelques détails de ce futur dispositif dont l'objectif serait de mieux protéger le territoire russe d'attaques par bombardiers, missiles de croisière ou missiles balistiques⁷⁹. Le 28 février 2020, le ministre de la Défense Sergueï Choïgu annonçait la création, au sein de la Flotte du Nord, d'une division supplémentaire de défense aérienne (*Voyska Protivovozdushnoy*). Dans une étude parue en février 2020, la Jamestown Foundation attirait quant à elle l'attention sur les décrets gouvernementaux russes parus en janvier de la même année qui établissaient une stratégie nationale « de facto » pour l'Arctique à horizon 2035, dans laquelle la défense antimissile tiendrait une place éminente⁸⁰.

Une connectique antimissiles eurasiatique désormais en mutation profonde

Jusqu'ici, on l'a vu, les deux scènes antimissiles véritablement structurées au Nord de l'Eurasie (Europe et Asie orientale) fonctionnaient de manière relativement autonome sur le plan géostratégique. Une connexion plus intime semblait à terme inéluctable pour des raisons capacitaires. Elle se produit désormais, non pas seulement capacitairement, mais pour des raisons profondément géopolitiques. Une seconde Guerre froide est en cours. L'hypothèse d'une cristallisation accélérée d'un front eurasiatique antimissile unitaire peut donc être posée.

Deux points communs rapprochaient déjà les deux scènes. D'une part, on l'a dit, la dimension

⁷⁴ Office of the Under Secretary of Defense for Policy, *Report to Congress, Department of Defense Arctic Strategy*, June 2019, p. 4.

⁷⁵ *On Thin Ice: UK Defence in the Arctic*, *op. cit.*, p. 21.

⁷⁶ Voir Heather A. Conley, « Expanding Opportunities, Challenges and Threats in the Arctic: A Focus on the U.S. Coast Guard Arctic Strategic Outlook », Testimony before the Senate Committee on Commerce, Science, and Transportation Subcommittee on Security, December 12, 2019, p. 4.

⁷⁷ « Russia Plans to Set Up Arctic Air Defense 'Dome' With S-400 Missiles », *Moscow Times with Reuters*,

December 9, 2019. Voir également Sergueï Sukhankin, « Russia Steps up Efforts to Dominate Arctic Region », Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 25, 24 February, 2020.

⁷⁸ Pour une présentation très détaillée des installations militaires russes en Arctique, voir Matthieu Boulègue, *Russia's Military Posture in the Arctic...*, 2019, *op. cit.*, en particulier les annexes de l'étude.

⁷⁹ « Russia plans to protect Arctic with air defense dome », *UAWire*, December 9, 2019.

⁸⁰ « Russia Steps up Efforts to Dominate Arctic Region », *art.cit.*

capacitaire : une source quasi-unique de systèmes antimissiles, en l'occurrence fournis par le même *offshore balancer*, les États-Unis. Et d'autre part un même schéma rhétorique de subsidiarité conflictuelle mettant en balance une menace directe soulignée à l'envi (Iran, Corée du Nord) et un risque indirect jusqu'ici prudemment ou occasionnellement évoqué (Russie, Chine), mais qui représentait en réalité l'objectif politique principal à moyen ou long terme⁸¹. Or ce schéma rhétorique perd précisément et *simultanément* de sa substance à l'Est comme à l'Ouest de l'Eurasie.

Bien avant le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, c'est ce que montrait déjà le changement de ton perceptible entre d'une part la *National Security Strategy* américaine de 2017 qui précisait (p. 8) que « *La défense antimissile renforcée ne [visait] pas à saper la stabilité*

stratégique ni à perturber les relations stratégiques établies de longue date avec la Russie ou la Chine » et d'autre part la sémantique beaucoup plus offensive de la *Missile Defense Review* 2019. Sans précautions oratoires particulières, tous les documents américains publiés après 2016 mentionnent d'ailleurs la Russie comme le « perturbateur stratégique » dont l'agressivité justifie la remontée en puissance d'un front arctique antimissile exigeant des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN qu'ils coordonnent davantage leurs efforts (Canada au travers du NORAD, Européens otaniens au travers du C2BMC de Ramstein)⁸².

Avant même que Kiev ne soit bombardé, on pouvait déjà poser l'hypothèse que, par contamination narrative en quelque sorte, la subsidiarité rhétorique respectée jusqu'ici sur le front européen tendrait à s'aligner sur cette

| | | Menace directe proclamée | Risque indirect évoqué | Autres système régional connecté indirectement | Arbitre offshore |
|---|--|---------------------------------|-------------------------------|---|-------------------------|
| Fronts antimissiles structurés | Front est-asiatique (Japon, Corée du Sud) | Corée du Nord | Chine | Front arctique Front sud-asiatique | États-Unis |
| | Front européen (OTAN) | Iran | Russie | Front moyen-oriental, Front arctique | États-Unis |
| | Front moyen-oriental (Arabie saoudite, Israël) | Iran | - | Front européen | États-Unis Russie |
| Fronts antimissiles en voie de structuration | Front sud-asiatique (Inde) | Pakistan | Chine | Front est-asiatique | Russie |
| | Front arctique (États-Unis, Canada) | Russie | Chine | Front européen Front est-asiatique | - |

Fig. 4. Fronts antimissiles structurés et en voie de structuration dans le monde. O. Zajec, 2022.

⁸¹ Du moins par les États-Unis, leurs tributaires antimissiles sur chacun de ces théâtres ayant parfois, on l'a vu, un discours moins contourné.

⁸² « Perturbateur » est ici entendu au sens de la théorie exposée par Castex au tome V de ses *Théories stratégiques*. De manière générale, l'aspect monocausal de la théorie du perturbateur a été critiquée : « *Sa faiblesse historique et théorique est d'imputer la responsabilité des guerres à une puissance unique, fauteur de trouble désigné, en oubliant que les choses*

ne sont pas aussi simples et que, bien souvent, l'équilibre de puissance du moment ne met pas aux prises un candidat à l'hégémonie avec d'autres pays sur la défensive, mais bien plusieurs puissances dans un état d'équilibre relatif et dont la plupart poursuivent des politiques de puissance (...) » Voir Hervé Coutau-Bégarie, art. « Théorie du perturbateur », dans T. de Montbrial et J. Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 2000, p. 413.

nouvelle « franchise » du discours concernant le front antimissile arctique, devenu « polaire » aux deux sens de ce terme⁸³. Depuis février 2022, rien ne s'oppose plus à cette recongélation géopolitique. La prudence diplomatique jusqu'ici observée par l'Allemagne et la France avec des arguments que certains jugent *a posteriori* indéfendables s'appuyait sur des accords de Minsk qui auraient pu éviter la guerre en cours s'ils avaient été respectés par les deux parties. Ce qui n'a pas été le cas. Ce positionnement franco-allemand était bien plus réaliste et adapté que certains ne le disent aujourd'hui. Mais il de toute façon volé en éclat du fait de l'aventurisme militaire de Vladimir Poutine. Il faut dire que même avant cette évolution dramatique, les préventions des deux États théoriquement les plus puissants de l'Union européenne post-Brexit n'avaient eu que très peu d'influence sur une *Strategic communication* otanienne dont les priorités et les initiatives leur échappaient – et leur échappent toujours — en grande partie. Compte tenu de la solidarité relative entre Moscou et Pékin dans l'affaire ukrainienne, le raidissement prévisible du narratif stratégique occidental concernant la Russie sur le front antimissiles européen aura sans doute des conséquences sur la manière de considérer – et de qualifier – le « risque » chinois dans le système régional antimissile est-asiatique.

Conclusion

Sous nos yeux, une époque stratégique prend donc fin. On peut sans doute prévoir l'abandon des précautions oratoires jusque-là à peu près observées en matière antimissile, et qui ménageaient théoriquement Moscou et Pékin. En dehors même de « l'accélérateur » historique que constitue l'agression russe de l'Ukraine, un critère fonctionnel a sans doute joué plus fortement que les autres : il s'agit en l'occurrence de la constitution accélérée d'un front arctique

antimissile continu, du fait d'une remontée en puissance capacitaire récente tant russe qu'américaine, à laquelle il faut ajouter un entrisme arctique forcené de la part de la Chine⁸⁴. Au fur et à mesure que la concurrence entre « Etats-puissances » s'intensifie dans le cadre d'un multilatéralisme encore affaibli par les perturbations de la crise du COVID-19 puis de la guerre en Ukraine, le « pont arctique », de plus en plus instable, tend de plus en plus à servir de connecteur géostratégique entre des scènes antimissiles eurasiatiques qui pouvaient paraître jusqu'ici relativement autonomes.

Faut-il pour autant sous-estimer la persistance de critères différenciants entre les deux régions ? Sans doute pas.

À l'Ouest, le front arctique a, comme on l'a vu, vocation à prolonger la logique du front antimissile européen. Il n'est d'ailleurs pas seulement un prolongement de ce dernier, mais également un *révélateur* du face-à-face conflictuel aggravé entre Russie et Occident depuis 2014.

La situation est différente à la charnière entre front arctique et front extrême-oriental, du fait de la position très particulière de la Chine. Certes, les analyses tendant à mettre sur le même plan les menaces balistiques russe et chinoise en Arctique se multiplient dans la presse occidentale — et surtout américaine — depuis 2019. Et il est indéniable que la Chine cherche à jouer un rôle de plus en plus important sur cette artère vitale pour son futur commerce maritime. C'est ce qu'illustre l'initiative de la « Route polaire de la Soie » lancée en 2018 à grand renfort de communication stratégique ciblée⁸⁵.

Mais la double course arctique des Russes et des Chinois pourrait bien mener Moscou et Pékin à se confronter dans cette région. Moscou a certes

⁸³ Voir par exemple William McKenzie, « Why we need a new Cold War Strategic approach », *Breaking Defense*, 7 February 2020.

⁸⁴ Cf. Thomas Nilsen, « Cruise missiles played key role in Putin's strategic war games », *The Barents Observer*, October 18, 2019.

⁸⁵ Voir le Livre blanc « Politique chinoise en arctique » du 26 janvier 2018, déjà cité :

http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm

besoin de l'investissement économique de la Chine pour revitaliser commercialement et logistiquement la future « rangée » arctique. Mais selon le Kremlin, ces investissements ne sauraient s'accompagner de quelque revendication militaire ou stratégique polaire que ce soit de la part de la RPC. La Russie voit d'ailleurs d'un très mauvais œil le soutien de la Chine à un statut international pour la nouvelle Route du Nord-Est. Moscou continue à collaborer avec Pékin en matière balistique, comme le montrent les transferts concernant le système d'alerte avancée en réseau SPRN (*Systema Preduprezdenya o Raketnom Napadenii*), déjà cité⁸⁶. Mais toute présence militaire permanente de la Chine dans la zone arctique (par exemple *via* des brise-glaces à propulsion nucléaire garantissant une permanence à la mer) serait combattue par la Russie elle-même.

Malgré ses prétentions et ses efforts, il paraît donc difficile de juger qu'à moyen terme la RPC puisse constituer une menace balistique directe sur le front arctique. La guerre en Ukraine pourrait-elle modifier cet état de fait, au cas où Pékin décide de monnayer son soutien diplomatique à Moscou en échange – entre autres – d'une plus grande liberté d'action polaire ? S'ils consentaient à un accord de ce genre, les Russes pourraient y perdre beaucoup.

Une connexion géostratégique entre fronts antimissiles arctique et est-asiatique existe donc bien, mais par contraste avec la situation sur le front européen « élargi », il s'agit en l'espèce d'une charnière moins facile à décrypter, et sans doute plus instable. Elle présente en effet un système qui ne comporte pas un « perturbateur » unique, mais trois joueurs aux positionnements potentiellement divergents, en l'occurrence la Russie, la Chine et la Corée du Nord. La Russie, bien que présente et active, n'est pas déterminante dans le jeu à quatre établi entre Tokyo, Pékin, Pyongyang et Washington, tandis que la Chine n'est pas — encore

— un joueur de premier rang en Arctique. Il s'agit donc ici d'un tuilage assez fin, plus que d'une charnière franche. On ne peut néanmoins exclure la rupture que serait une montée en puissance fulgurante du potentiel balistique et antimissile de Pékin. Avec environ une centaine de missiles balistiques intercontinentaux, la Chine dispose en effet pour le moment d'un arsenal bien moins important que celui de la Russie. Les annonces de la MDR 2019 américaine n'ont pas manqué d'inquiéter les responsables des armées chinoises, qui se sont toujours préoccupé de la crédibilité de leur frappe nucléaire en second. L'extension de la stratégie balistique de Pékin, qui comportera un volet antimissile renforcé et une possible augmentation de son stock d'ogives atomiques, aura avant peu des répercussions sur le front polaire.

Enfin, les différences entre les deux « charnières » étudiées se déclinent également sur le plan technologique : en dépit de l'origine commune des systèmes *Aegis Ashore* déployés d'une part en Roumanie et en Pologne, d'autre part au Japon, les composants (en particulier les radars) devraient vraisemblablement être adaptés par les Américains aux spécificités de chaque théâtre, dans le cadre d'une défense antiaérienne élargie correspondant à la physionomie régionale de la menace. Ces nuances ne remettent cependant pas en cause la connexion désormais inéluctable des trois fronts antimissiles étudiés dans cette note. Il faut envisager une géopolitique antimissile *unitaire* au nord de l'Eurasie, avec toutes les conséquences qui en découleront.

Restera sans doute, pour élargir cette question, à déterminer la manière dont de futures connexions problématiques pourraient se nouer entre ce méga-front septentrional et les fronts antimissiles moyen-oriental et sud-asiatique⁸⁷. Ceci aura sans doute des conséquences opérationnelles de long terme pour

⁸⁶ « Kremlin Hails Special Relationship With China Amid Missile System Cooperation », *Moscow Times/Reuters*, 4 October 2019.

⁸⁷ Voir en particulier, sur ce sujet, le projet de la Brookings Institution consacré au concept de « chaînes stratégiques » entre États-Unis, Inde, Pakistan et Chine

(Robert Einhorn, W.P.S. Sidhu (dir.), *The Strategic Chain Linking Pakistan, India, China, and the United States*, Arms Control and Non-Proliferation Series Paper 14, Brookings Institution, March 2017). Voir également, pour la partie moyen-orientale, Stéphane Delory, *Défense antimissile dans le Golfe Persique Iran et Conseil de*

les puissances européennes, dont la France. Pour saisir la logique d'ensemble de cette nouvelle dynamique antimissile, il s'agit désormais de l'envisager du triple point de vue géopolitique, opérationnel et capacitaire. En la reliant aux enjeux nucléaires et spatiaux dont elle ne peut être découplée.

Coopération du Golfe, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, Fondation pour la recherche stratégique, novembre 2016. Les nouvelles perspectives ouvertes par l'intensification de la coopération entre Inde

et Japon sont également une tendance significative. Voir « India and Japan hold inaugural security talks », *Asahi Shimbun/Associated Press*, December 1, 2019.

Bibliographie

Ouvrages

- Delorme Emmanuel, Gruselle Bruno, Schlumberger Guillaume, *La Nouvelle Guerre des étoiles. Idées reçues sur la défense antimissile*, Paris, Le Cavalier Bleu éditions, 2013.
- GoGwilt Christopher, *The Fiction of Geopolitics: Afterimages of Culture, from Wilkie Collins to Alfred Hitchcock*, Stanford, Stanford University Press, 2000.
- Miossec Jean-Marie, *Le conteneur et la nouvelle géographie des océans et des rivages de la mer — Dans le sillage de la CMA CGM*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Sayle Timothy Andrews, *Enduring Alliance: A History of NATO and the Postwar Global Order*, Ithaca, Cornell University Press, 2019.

Articles

- Axe David, « Why Russia Is Angry at America's Missile Defense Systems », *The National Interest*, October 22, 2019.
- Bermant Azriel, «European missile defence: a Russian self-fulfilling prophecy», *The Strategist*, 13 April 2022.
- Flournoy Michèle et Brimley Shawn, « The Contested Commons », *U.S. Naval Institute Proceedings*, vol. 135, n° 7, July 2009.
- Gould Joe, «US, Japan defense chiefs to meet on Russia crisis», *Defense News*, 3 May 2022.
- Hiroyuki Akita, « Time for Asia to rethink its deep dependence on US for security », *Nikkei Asian Review*, 3 March 2019.
- Korda Matt et Kristensen Hans M., « Mixed Messages On Trump's Missile Defense Review », *Federation of American Scientists*, Jan.17, 2019.
- O'Connor Tim, « Russia and China Say New U.S. Missile Test Is Just the Kind of 'Arms Race' They're Trying to Avoid », *Newsweek*, 20 August 2019.
- Osborn Andrew, « Putin's Russia in Biggest Arctic Buildup Push since Soviet Fall », *Reuters*, 30 January 2017.
- Rousseau Yann, « Cette nuit en Asie : malgré Pékin, Séoul déploie son bouclier antimissile américain Thaad », *Les Échos*, 7 septembre 2017.
- Sonne Paul, « Pentagon Looks to Adjust Missile Defense Policy to Include Threats from Russia, China », *Washington Post*, March 2, 2018.
- Staalesen Atle, « Russian general sends Arctic warning to USA », *Barents Observer*, February 16, 2012.
- Tadjeh Yasmin, « Air Force Banging Drum for Arctic Partnerships », *National Defense*, 20 March 2020.
- Isachenkov Vladimir and Titova Irina, « Putin outlines ambitious Arctic expansion program », *Associated Press*, April 9, 2019.
- Nilsen Thomas, « Cruise missiles played key role in Putin's strategic war games », *The Barents Observer*, October 18, 2019.
- Mattes Peter W., « What is a Modern Integrated Air Defense System », *Air Force Magazine*, October 1, 2019.
- Zajec Olivier, « Dissuasion, Espace, Défense antimissiles : enjeux politiques », *Les Cahiers de la Revue de Défense Nationale*, novembre 2010.

Rapports et monographies (Notes de recherche et policy papers)

Baev Pavel, « La modernisation nucléaire russe et les supermissiles de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », Notes de l'IFRI, Russie NEI Visions, n° 115, août 2019.

Boulègue Matthieu, « Russia's Military Posture in the Arctic. Managing Hard Power in a « Low Tension » Environment », *Chatham House Research Paper*, Russia and Eurasia Programme, June 2019.

Champchesnel (de), Tiphaine, « L'impossible extension du traité FNI », *Notes de recherche de l'IRSEM* n° 81, 7 octobre 2019,

Delory Stéphane, *Défense antimissile dans le Golfe Persique Iran et Conseil de Coopération du Golfe*, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, Fondation pour la recherche stratégique, novembre 2016.
<https://www.frstrategie.org/web/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/12.pdf>

Denmark Abraham M. et al., *Contested Commons : The Future of American Power in a Multipolar World*, Center for a New American Security (CNAS), January 2010.

Einhorn Robert et Sidhu W.P.S. (dir.), *The Strategic Chain Linking Pakistan, India, China, and the United States*, Arms control and non-proliferation series Paper 14, Brookings Institution, March 2017.

Facon Isabelle, « Export russe des systèmes anti-aériens S-400 : intentions stratégiques, atouts industriels et politiques, limites » dans *Défense & Industries* n° 13, Fondation pour la recherche stratégique, juin 2019, p. 17-21.

Conley Heather A., « Expanding Opportunities, Challenges and Threats in the Arctic: A Focus on the U.S. Coast Guard Arctic Strategic Outlook », Testimony before the Senate Committee on Commerce, Science, and Transportation Subcommittee on Security, December 12, 2019.

Pajon Céline (dir.), « L'alliance nippo-américaine à l'horizon 2030 : structure, dynamique, évolution », Note de l'Ifri, février 2016.

Regehr Ernie, « Disarming Arctic Security », Briefing Paper, The Simons Foundation, June 4, 2013.

Roberts Brad, *On the strategic value of Ballistic Missile Defense*, Proliferation Papers 50, Institut français des relations internationales, Security Center, June 2014.

Sukhankin Sergueï, « Russia Steps up Efforts to Dominate Arctic Region », Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 25, 24 February, 2020.

Sukhankin Sergueï, « The 'Military Pillar' of Russia's Arctic Policy », », Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 33, 16 March 2020.

Takeda Yasuhiro et Rydqvist John, « The Future of East Asian Security », NDA-FOI Joint Seminar, Center for Global Security, National Defense Academy, October 2017.

Rapports étatiques ou interétatiques officiels

Conseil de l'Arctique, *Declaration on the Establishment of the Arctic Council. Joint Declaration of the Governments of the Arctic Countries on the Establishment of the Arctic Council*, Ottawa, Canada, 19 September 1996

Le Gleut Ronan et Conway-Mouret Hélène, *Rapport d'information n° 626 fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur la défense européenne*, enregistré à la Présidence du Sénat le 3 juillet 2019